Jeudi 12 novembre 2020

Les cheminot-e-s anticapitalistes

Bulletin des cheminot-e-s du NPA de Paris-Est

FACE À LA DÉRIVE AUTORITAIRE : NE CONFINONS PAS NOTRE COLÈRE !

État d'urgence sanitaire, nouvelles mesures liberticides… Le gouvernement continue de faire ce qu'il a toujours fait, à savoir privilégier la sauvegarde des profits au dépend de nos vies. Ce nouveau « confinement » où l'on continue d'aller au boulot ne peut nous protéger efficacement de la pandémie, d'autant qu'il s'inscrit dans une logique toujours plus autoritaire. Il faut réagir !

Contrôler, surveiller… Et travailler !

Dans ce nouveau scénario catastrophe, c'est avant tout notre vie sociale qui est confinée. D'un côté, nous sommes contraints pour des motifs sanitaires de restreindre nos libertés fondamentales, de l'autre nous sommes amenés à jouer à la roulette russe avec nos vie en se rendant sur nos lieux d'études, de travail, principaux lieux de contamination. La seule vraie liberté resterait donc celle d'aller tra- vailler à tout prix !

Amendes salées pour les contrevenantEs, renfor- cement des dispositifs de contrôle policier, dont les premières victimes seront inévitablement les habitantEs des quartiers populaires, les précaires, les sans-papiers... Bref, on normalise et pérennise un arsenal de mesures et de pratiques d'assujettissement et de contrôle social qui dessinent les contours d'un état d'urgence sécuritaire permanent.

Pour une véritable protection sanitaire !

Loin d'être une fatalité, ce confinement « nouvelle mouture » est la conséquence logique d'une absence totale de stratégie sanitaire. Derrière le « blabla » bienveillant, aucune politique cohérente de dépistage, aucun protocole strict dans les entreprises, les écoles, dans les transports, notamment en matière de jauge ou de distanciation... Quant aux services hospitaliers dédiés, ils sont déjà en grande partie saturés, et les personnels épuisés souffrent des pénuries de matériels, au péril de leur vie. Rien de surprenant puisqu'aucune sérieusement élaborée, planifiée, afin d'anticiper le rebond prévu de la pandémie. Il y a urgence à opposer de véritables mesures de protection sanitaire, mettre un coup d'arrêt à la gestion en flux tendus et à la marchandisation de la santé.

Pour cela, il faut embaucher massivement des personnels de santé, les former, engager une revalorisation salariale de 300 euros pour toutEs assortie d'une réduction du temps de travail.

Il faut également investir dans l'achat de matériel, ouvrir des lits, réquisitionner les cliniques privés. L'ensemble de la population, en priorité les personnes les plus démunies, les plus fragiles, doit pouvoir disposer gratuitement de masques.

Masquées mais pas muselées !

Les contraintes imposées par le confinement conjuguées à la peur légitime suscitée par la reprise de la pandémie ne facilitent pas la mobilisation. Pourtant il y a enjeu majeur à continuer de faire de la politique, de nous faire entendre. Il faut par tous les moyens possibles, en nous protégeant, rendre visibles nos colères, imposer des mesures d'urgence sanitaire en stoppant la politique du pouvoir qui n'a aucune vocation à nous préserver du virus mais juste à maintenir le système capitaliste à flot. Notre camp social, le mouvement ouvrier, ne doivent pas laisser le champ de la défense des libertés, aux com- plotistes, réactionnaires ou fascistes de tous poils, qui partout en Europe sont déjà à la manœuvre dans une énième imposture.

Des appels unitaires à manifester, venus des personnelEs soignants, émergent déjà dans plusieurs villes dès ce samedi 7 novembre, et la colère commence à s'organiser dans les établissements scolaires... Cela peut constituer une étape pour reprendre le chemin de la lutte nécessaire pour *non seulement imposer au patronat et au gouvernement une véritable protection sanitaire pour touTEs, mais aussi pour reprendre confiance dans notre capacité de défendre collectivement les intérêts de notre camp !

Échos de cheminots

Dépistages : les patrons sur la piste des profits !

Un centre mobile de dépistage COVID a été installé il y a quelques jours sur le parvis de la Gare de l'Est, avec une capacité de 200 tests gratuits par jour. Si l'initiative est intéressante, c'est cependant au n°1 français de la location de matériel de chantier LOXAM, dont le patron possède l'une des plus grandes fortunes du pays, que la direction de Gare et connexion a fait appel. Après les labos privés, maintenant le BTP… le trou de la sécu est décidément une aubaine pour les profiteurs de tous poils !

CDG Express : un coup d'arrêt définitif ?

Sur la base d'un recours judiciaire d'opposants à la liaison directe entre Paris-Est et l'aéroport Roissy-CDG, le tribunal administratif vient de rendre un jugement qui casse l'autorisation accordée au projet et suspend le chantier déjà engagé. Le projet ne répondrait plus, dans le contexte actuel, à des raisons impératives d'intérêt public majeur, nécessaires pour autoriser un tel projet. Une décision qui redonne espoir à toutes celles et ceux qui se battent pour l'abandon définitif de ce projet inutile !

Violences policières :
« *Souriez, vous ne serez plus filmés !* »

En mai dernier, les images de la mort de George Floyd aux États-Unis, étouffé par un policier, déclenchaient des protestations massives. En France, lors des manifestations ou dans les quartiers, les images des policiers en action mettent en lumière leurs violences, voire servent de protection : « souriez, vous êtes filmés ! ».

La nouvelle loi « sécurité globale », veut, entre autres, interdire de filmer les policiers dans l'exercice de leur fonction. Un arsenal législatif sur mesure, pour des violences policières qui n'existeraient pas, selon le gouvernement !

Pologne : « *l'enfer des femmes !* »

Nombreux, et surtout nombreuses, les manifestants qui se battent en Pologne depuis seize jours contre une loi anti-avortement à coups de manifestations massives et de grève générale ont enfin accouché… d'une première victoire !

Le PIS est « l'enfer des femmes » criaient les manifestantes. Ce parti ultraconservateur au pouvoir devait entériner la semaine dernière une loi sur l'impossibilité d'avorter même en cas de malformation du fœtus, mais grâce à cette lutte qui a bravé les pressions de l'Église, de l'État et de l'extrême droite, c'est sa loi qui sera bientôt définitivement avortée

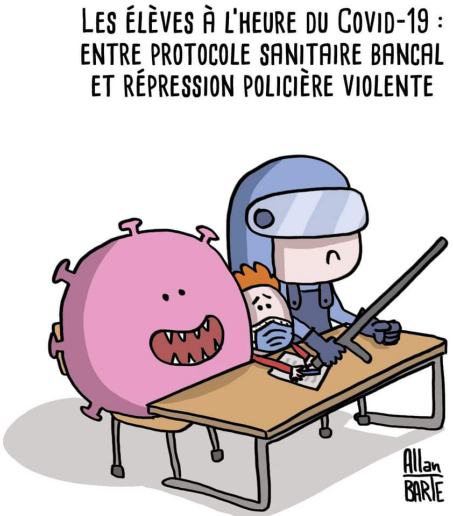
---

PN8 Roissy-en-Brie : nouvel accident et grosse galère

Samedi soir dernier, un train de la ligne P a percuté de plein fouet une voiture tombée en panne au PN n°8 à Roissy-en-Brie. La collision n'a heureusement fait aucune victime côté passagers du train et conducteur, comme du côté du véhicule percuté, mais la circulation sur la ligne P a été interrompue jusqu'en fin de service et la gestion de crise a été catastrophique avec des usagers coincés en gare d'Émerainville sans bus de substitution une partie de la nuit. A nouveau, l'accident concerne un passage à niveau dangereux classé sur la liste des PN à sécuriser en priorité, mais cette sécurisation tarde, conséquence de la politique d'économies menée par SNCF et l'État depuis des années.

Trump est battu… Mais pas de victoire pour les travailleurs !

Si pour la plupart des électeurs Joe Biden c'est un soulagement de voir Trump évincé, le racisme, la xénophobie, la paupérisation de la population au profit des 1 % les plus riches ne cesseront pas avec son départ. Car il y a bien des raisons de se méfier des démocrates, également piliers de ce système érigeant la loi du profit - et donc l'injustice sociale ! - comme règle absolue. C'est aux travailleurs de se faire entendre, et c'est bien du côté de leurs luttes et non du cirque électoral que se situent



.

Ce bulletin est le tien et celui de tous les cheminots de Paris Est, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Contacte nos militants :

parisestnpacheminot@gmail.com NPA cheminot-es PE